



L'AUSTRALIE : UNE PUISSANCE MONDIALE «MOYENNE», MISE A MAL PAR L'EMERGENCE DE L'ASIE DE L'EST ET DU SUD-EST

Juin 2014

Auteur :

Marianne Vercier

Sous la direction de :

Christian Harbulot

Avertissement et Copyright

Ce document d'analyse, d'opinion, d'étude et/ou de recherche a été réalisé par un (ou des) membre(s) de l'Association de l'Ecole de Guerre Economique. Préalablement à leurs publications et/ou diffusions, elles ont été soumises au Conseil scientifique de l'Association. L'analyse, l'opinion et/ou la recherche reposent sur l'utilisation de sources éthiquement fiables mais l'exhaustivité et l'exactitude ne peuvent être garanties. Sauf mention contraire, les projections ou autres informations ne sont valables qu'à la date de la publication du document, et sont dès lors sujettes à évolution ou amendement dans le temps. Le contenu de ces documents et/ou études n'a, en aucune manière, vocation à indiquer ou garantir des évolutions futures.

Le contenu de cet article n'engage la responsabilité que de ses auteurs, il ne reflète pas nécessairement les opinions du(des) employeur(s), la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris celui de gouvernements, d'administrations ou de ministères pouvant être concernés par ces informations. Et, les erreurs éventuelles relèvent de l'entière responsabilité des seuls auteurs.

Les droits patrimoniaux de ce document et/ou étude appartiennent à l'Association, voire un organisme auquel les sources auraient pu être empruntées. Toute utilisation, diffusion, citation ou reproduction, en totalité ou en partie, de ce document et/ou étude ne peut se faire sans la permission expresse du(es) rédacteur(s) et du propriétaire des droits patrimoniaux.



Mots-clés

**Puissance, Influence, Géostratégie, Enjeux, Ressources, Minerais, Politique
sécuritaire, Pays émergent, Asie, Pa
cifique, Diplomatie, Performance, Investissement, Accords commerciaux...**



EXECUTIVE SUMMARY

L'état-continent australien a toujours été très discret sur le devant de la scène mondiale. Sa politique extérieure n'est que peu développée. Et au final, il est difficile de déterminer si le pays est véritablement influent.

Toutefois, l'Australie se positionne comme une puissance internationale « moyenne ». Mais a-t-elle véritablement un rôle d'importance dans la région de l'Asie-Pacifique, qu'elle semble vouloir intégrer ?

Cette note, s'ajoutant à la *Base de Connaissance* de l'École de Guerre Économique, se base sur diverses sources ouvertes. Les informations de ce document ont été exclusivement trouvées via des rapports, des articles de presse, ou des sites internet d'organisations gouvernementales.

Les résultats de cette étude sont peu concluants. L'Australie met bien en place une politique d'influence pour soutenir sa « puissance ».

Cependant, les résultats ne rencontrent pas le succès prévu. Les objectifs ne sont pas atteints.

Le gouvernement de Canberra a planifié sa politique externe uniquement en regardant quel comportement l'Asie (de l'Est et du Sud-Est) souhaitait qu'elle adopte. Elle a fait abstraction de ses propres limites internes. Et n'a pas pensé à prendre en compte le positionnement de ses citoyens au préalable.

Une ouverture possible à cette étude sera de faire des recommandations quand à la position hybride de l'Australie. Entre Chine et États-Unis. En déterminant quelle position la plus stratégique, et avantageuse, l'Australie devrait privilégier.



TABLE DES MATIERES

EXECUTIVE SUMMARY	3
INTRODUCTION	5
DEVELOPPEMENT	7
I. L'Australie met tout en œuvre pour arriver à une véritable politique de Puissance Internationale	7
i. Influence au niveau économique	7
ii. Influence au niveau sécuritaire	9
iii. Influence en diplomatie « active »	11
II. Les résultats ne démontrent pas que l'Australie sait se positionner comme acteur influent sur la sphère mondiale	13
i. En dépit de toutes ces initiatives, l'Australie ne rassure pas	13
ii. La Chine est la puissance dont Canberra doit le plus se rapprocher	13
iii. L'Australie reste dépendante des rivalités de ses partenaires Asiatiques	14
iv. Le gouvernement australien ne peut se positionner en dehors de sa politique hybride	14
v. L'Australie reste en dehors des projets régionaux	15
III. Un avenir incertain pour l'Australie : limites de leur(s) politique(s)	16
i. Des facteurs de l'extérieur : Géographie, démographie, et industrie interne	16
ii. Des facteurs de l'intérieur : Le gouvernement s'appuie plus sur des moyens théoriques, que sur des véritables mesures	16
iii. Des facteurs de l'intérieur : La population australienne est elle-même le premier frein à la politique extérieure de son gouvernement	17
CONCLUSION	18
SOURCES	19
ANNEXES	21



INTRODUCTION

De nos jours, il est commun d'entendre parler des nouveaux pays émergents, moins développés, comme les futurs gagnants, sur lesquels il faudrait tout miser. Cependant, il existe des puissances, proches de l'Occident (géo stratégiquement parlant), représentant de véritables enjeux et opportunités pour qui sait les voir. C'est le cas de l'**Australie**. Définie comme **puissance « moyenne »**, et/ou régionale, elle propose des perspectives, et des challenges intéressants à relever. En effet, le monde tend à devenir multipolaire, et le rôle de ces puissances dites « moyennes » servirait de transition entre les différents « Grands ». Les puissances moyennes sont définies comme les plaques tournantes des relations internationales. Ce sont les pays déjà développés ou en fort développement, qui possède une influence régionale relative¹.

1

<http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/pols/documents/NA16-INBEV-ALL.pdf>

Association de l'École de Guerre Économique©

Avec les mutations actuelles de la zone Asie de l'Est / Asie du Sud-Est, l'Australie se retrouve en mauvaise posture. D'un côté, elle doit conserver les liens forts qu'elle possède avec les États-Unis et le Royaume-Uni ; de l'autre, elle doit faire face à la République populaire de Chine, qui dynamise toute cette région Asiatique du Pacifique. Région qui reste instable, imprévisible.

En définitive, l'Australie pourrait bien voir son rôle prendre de l'envergure dans un futur proche. C'est ce que ce sujet tend à démontrer.

Toutes les informations ci-dessus amènent à ce poser une question : **Quels vecteurs d'influence l'Australie a-t-elle choisi pour conforter sa position de puissance « moyenne » et régionale?**

Pour tenter de répondre à cette problématique, ce papier poursuivra un raisonnement en trois phases. Premièrement, seront étudiés les **moyens** mis en place par le gouvernement australien pour conserver leur statut de puissance « moyenne ». Deuxièmement, les



résultats de ces mesures seront analysés. Troisièmement et dernièrement, cette note tentera de déterminer les **limites** d'une telle politique, et proposera aussi une **prévision** sur le positionnement de l'Australie à moyen et court terme.



DEVELOPPEMENT

I. L'Australie met tout en œuvre pour arriver à une véritable politique de Puissance Internationale

i. Influence au niveau économique

Pour asseoir son influence économique, le gouvernement australien passe par plusieurs stratégies. Premièrement son intégration aux grandes organisations mondiales, mais aussi régionales. Deuxièmement, au niveau commercial, différents accords permettent de faciliter les échanges avec l'extérieur. Les chambres de commerces à l'étranger viennent en soutien à cette politique extérieure, favorisant alors les exportations australiennes. Troisièmement, l'Australie prend différentes mesures pour venir en aide, et apporter des investissements aux états voisins. Quatrièmement, l'Australie bénéficie d'une véritable

image de marque à l'extérieur, au vue de sa performance nationale.

Historiquement, l'Australie se positionne comme un partenaire économique de choix pour l'Occident. En effet, elle reste un associé de premier plan pour l'Angleterre, après la seconde guerre mondiale, à cause des liens forgés par le **Commonwealth**. Toutefois, à partir des années 50, les USA balayent l'influence du vieux continent. Et cela grâce au traité de l'**ANZUS** (Australie, Nouvelle-Zélande, United States) de 1951 qui sera signé entre les différentes parties.

En fin de compte, pour assurer son autorité à l'international, le gouvernement Australien s'arrange, tout au long de son Histoire, pour joindre un maximum d'alliances (économiques) stratégiques. La plus notable est le **G20**. L'Australie y défend sa place avec verve. Sa présence est l'objet d'un « prestige national² ». Le pays se retrouve dans diverses organisations de même ampleur, comme l'**OCDE**, les **Nations Unies**, ou encore la **World Trade**

² Michael Fullilove, « With friends in high places », The Australian, 13 mars 2010.



Organisation. Parce qu'elle fait partie de toutes ces entités, l'Australie bénéficie d'une certaine légitimité, qui facilite grandement ses échanges avec l'étranger. Sur le papier, l'Australie est influente. Les pays en développement veulent l'avoir de leur côté, et sont donc plus enclins à négocier avec elle pour finalement s'arrêter sur des accords communs.

Sur la sphère régionale, l'Australie adopte la même posture, et rejoint des organisations ayant pour but de coordonner les actions de l'Asie-Pacifique. En effet, elle anime le **Forum des Îles du Pacifique (FIP)** ; ainsi que le **Pacific Agreement on Closer Economic Relations Plus (Pacer Plus)**. Les accords commerciaux servent aussi le gouvernement de Canberra de canaux d'influence. Des accords de libre-échange pour promouvoir le développement du régionalisme sont mis en place ; tel l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), ou encore l'**Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC)**.

Parce que l'Australie a du mal à se positionner au même niveau que les acteurs Asiatiques, Canberra veut se

rendre indispensable. Cela passe par la création d'une dépendance de états envers le pays-continent. Par exemple, cela passe par les **investissements** dans des projets d'infrastructures au Viêtnam. Un exemple de cette prise de position est l'assistance (à hauteur de 160 millions de dollars USD) à la construction du pont Cao Lanh³ (liste exhaustive des donations sur le site du gouvernement australien⁴). Néanmoins, la **politique d'aide** australienne ne se fait pas uniquement sur des investissements financiers. Cela passe aussi par une aide au développement. Sur les critères de santé, éducation, etc. L'exemple le plus flagrant est le soutien de l'Australie au Timor-Leste⁵ (données chiffrées disponibles ici⁶).

En dernier, et pas des moindres, la **performance économique nationale** sert grandement de canal d'influence. Parce que la demande intérieure est faible, l'Australie se repose sur les ressources importantes de son

³

http://www.dfat.gov.au/geo/vietnam/vietnam_brief.html

⁴

<http://aid.dfat.gov.au/countries/eastasia/vietnam/Pages/infrastructure.aspx>

⁵

<http://aid.dfat.gov.au/countries/eastasia/timor-leste/Pages/default.aspx>

⁶ <http://www.dfat.gov.au/geo/fs/timo.pdf>

- 8 -



environnement naturel (pour l'export). En effet, l'agriculture et l'exploitation des minerais représentent deux tiers de son commerce extérieur. Cette dynamique s'est accélérée dernièrement avec le boom minier provoqué par la demande nouvelle des pays en développement. La zone Asie-Pacifique représente à elle seule 71 % des exportations australiennes⁷ (illustration en annexe 3). Ce commerce profite actuellement à l'intégration de l'Australie dans cette région du globe (les pays asiatiques sont les principaux partenaires à l'export⁸).

ii. Influence au niveau sécuritaire

L'influence stratégique australienne passe aussi par des mesures militaires. Que ça soit au niveau des forces armées de l'Australie (puissance militaire, force de frappe australienne), au niveau des interactions avec les pays voisins sur des problématiques de guerre (ventes

d'armes, formation, et entraînement des armées), ou encore au niveau de dialogues et d'accords de sécurité (avec l'extérieur). La présence Australienne y est d'autant plus importante que cette région du monde est très instable, ce qui lui a d'ailleurs valu l'appellation d'*Arc of instability*. L'Australie y officie comme « police de quartier » car c'est le pays le plus stable, et le plus à-même de régler de potentiels conflits.

Pour être légitime dans ce rôle, le gouvernement australien a fortement investi dans sa politique de Défense ; pour être supérieur en quantité, et en qualité à ses pays voisins (au niveau de la **force de frappe militaire**). Les forces armées emploient plus de 70,000 personnes, et possèdent un équipement à la pointe de la technologie. Pour les forces marines, de l'air, ou encore de l'armée de terre⁹. L'organisation en charge de prendre les décisions qui relèvent de la défense, l'**Australian Strategic Policy Institute**¹⁰, annonce que les

⁷ <http://notes-geopolitiques.com/wp-content/uploads/2013/10/CLES114.pdf>

⁸ <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2050.html#as>

Association de l'École de Guerre Économique®

⁹ http://bdc.aege.fr/public/Strategie_de_puissance_de_l_Australie.pdf

¹⁰ <http://www.themonthly.com.au/issue/2012/september/1346903463/hugh-white/midling-power>



forces armées ne sont entraînées que pour faire face à une possible attaque de l'extérieur. L'influence militaire australienne ne se fait que dans le cas d'une action sur son propre territoire. Effectivement, la politique de Défense ne vise pas à intervenir directement sur des sols étrangers¹¹. Cette retenue permet d'adopter une posture impressionnante (depuis l'extérieur), mais qui reste toutefois défensive.

En instaurant les bases, démontrant que l'Australie est un véritable colosse (militairement parlant), le gouvernement peut alors se permettre d'établir une diplomatie sécuritaire. Cela passe en premier lieu par la **vente d'armes** aux pays voisins. En établissant des contrats militaires de ce type, Canberra assure la dépendance des pays en développement, et s'assure des échanges d'armes dans la région. Tant que les flux sont contrôlés, les tensions le seront aussi. Un dernier exemple en date est l'Indonésie, qui est un client récurrent de l'Australie pour l'achat d'équipement militaire¹².

¹¹

<http://securitychallenges.org.au/ArticlePDFs/vol4no2White.pdf>

¹² <http://www.infosdefense.com/lindonesie-achete-5-c130h-a-laustralie-55088/>

Association de l'Ecole de Guerre Economique®

Les liens entre l'Indonésie et l'Australie ne se font pas uniquement lors de ces ventes. Mais ils sont renforcés aussi lors de la **formation** et de l'**entraînement** du **personnel militaire**. Canberra met d'ailleurs cette technique en place pour divers pays asiatiques. Ces formations peuvent prendre la forme **d'exercices militaires communs**, comme l'a été *Kangaroo 95*¹³. Aujourd'hui encore, de tels exercices existent, et ce, 20 ans plus tard ! (cf : *Garuda Kookaburra exercise*¹⁴). Une autre manière de former les militaires asiatiques, est de les faire profiter des **infrastructures** australiennes (référence à l'armée de l'air de Singapour¹⁵).

Enfin, l'influence sécuritaire se joue sur le **dialogue** et la prise de parole lors de conversations bilatérales avec les pays de l'Aise-Pacifique. En effet, l'ASEAN a établi, fin des années 70, un *dialogue-partner relationships* visant à renforcer une concertation et un dialogue constructifs sur les questions

¹³ <https://www.greenleft.org.au/node/8404>

¹⁴

<http://news.defence.gov.au/2013/05/17/australia-and-indonesia-militaries-participate-in-the-inaugural-bilateral-peacekeeping-exercise-garuda-kookaburra/>

¹⁵

http://www.nytimes.com/2001/05/17/news/17iht-t4_23.html

- 10 -



de politique et de sécurité dans l'intérêt commun. Certains pays même de l'ASEAN renforcent leurs attaches avec le gouvernement de Canberra en signant des **accords de sécurité** ; comme cela a été le cas pour le Japon en 2007¹⁶.

iii. Influence en diplomatie « active »

Enfin, les dernières mesures d'influence australiennes, pour faire du pays une puissance mondiale, concernent l'extrapolation de la notion de **diplomatie active** pour toute la région.

Le véritable challenge pour l'Australie est représenté par la **Chine**. Effectivement, les enjeux liés à l'exploitation et l'exportation des ressources minières nécessitent plus de tact, et un rapprochement étroit avec le pays chinois. Le « boom minier » cité précédemment pourrait arriver à terme (exploitation minière illustrée en annexe 2). L'Australie doit alors sécuriser son positionnement vis à vis du pays asiatique. Pour s'assurer

leur investissement commercial, de nombreuses exploitations sur le sol australien, sont désormais gérées par des sociétaires chinois¹⁷.

Cette nouvelle diplomatie passe aussi par l'exploitation d'une nouvelle image. Canberra tente de se détacher de l'image négative de « pré carré Américain ». Cette insertion passe par la **volonté d'élargissement de la zone Asie-Pacifique**, dans laquelle l'Australie serait pleinement comprise. Jusqu'à son départ du gouvernement, l'ancien premier ministre K. Rudd défendait ardemment son projet d'une *Asia-Pacific Community* (APC)¹⁸. Même s'il n'existe plus actuellement de projet de cette ampleur, les mentalités n'ont pas changé. Il existe toujours cette volonté d'un véritable partenariat au sein même de cette région, qui permettrait le développement des pays émergents, et qui faciliterait les investissements et accords commerciaux (à l'international) des pays développés¹⁹.

¹⁶

http://www.nytimes.com/2007/03/13/world/asia/13iht-japan.4892298.html?_r=0

Association de l'École de Guerre Économique®

¹⁷ <http://www.ga.gov.au/minerals/basics.html>

¹⁸ <http://www.radioaustralia.net.au/french/2009-12-07/352417>

¹⁹ <http://www.worldbank.org/en/region/eap/publication/east-asia-pacific-economic-update>

- 11 -



L'Australie se positionne aussi continuellement sur une **politique** extérieure tournée vers l'**Océanie**. Cela passe essentiellement par le Forum des Îles du Pacifique, que l'Australie mène principalement. Des tensions ont pu avoir lieu entre Canberra et d'autres gouvernements, comme ça a été le cas avec les Fiji. Mais l'Australie tente de revenir vers une politique de diplomatie, en rétablissant le dialogue. Et en arrangeant au passage, les conditions dudit pays (les Fidji reviennent vers une démocratie, l'Australie et le Forum temporisent, pour faire revenir les Îles dans les négociations, ainsi, l'Australie ne perd pas de partenaire²⁰).

Pour finir, la politique d'aide et de soutien citée en I.1. se place aussi dans cette volonté de « diplomatie active ». Ce **soutien régional** de l'Australie ne peut que leur bénéficier. C'est un travail de longue haleine. Il ne faut pas abandonner tous les efforts fournis précédemment.

²⁰ http://www.tahiti-infos.com/Retour-vers-la-democratie-a-Fidji-le-Forum-des-iles-du-Pacifique-met-de-l'eau-dans-son-vin_a94768.html



II. Les résultats ne démontrent pas que l'Australie sait se positionner comme acteur influent sur la sphère mondiale

i. En dépit de toutes ces initiatives, l'Australie ne rassure pas

Sur le papier, l'Australie a réussi à mettre en place des liens forts avec ses pays voisins. Cependant, la réalité sur le terrain peut s'avérer bien différente. Bien que les gouvernements de ces pays soient signataires de ces accords, ils gardent quand même leurs distances avec Canberra.

L'Asie-Pacifique étant une région très instable, l'Australie intervient la plupart du temps pour sauver ses propres intérêts (souvent conjointement avec la Nouvelle-Zélande). Ces interventions se font sur n'importe quel échiquier ; économique, politique, ou sociétal. Canberra peut arranger des accords avec les Néo-zélandais (au détriment

des pays voisins) ; comme faire intervenir ses forces armées.

Cette dualité entre propos et actions est mal perçue par les pays de cette zone stratégique.

De plus, ces interventions contre certains, ou en faveur d'autres, renforcent les tensions au sein de l'Asie-Pacifique.

L'Australie puisqu'actrice de ses décisions, est désignée responsable de la dégradation des relations dans la région. **Les pays de la zone ciblée gardent leurs distances.**

ii. La Chine est la puissance dont Canberra doit le plus se rapprocher

Comme mentionné précédemment dans cette note, la Chine est l'un des premiers partenaires économiques de l'Australie.

Au vu de la classification des puissance internationales (annexe 1), la **Chine est un allié fort**, dont ne peut se passer Canberra. Si le gouvernement arrive à la mettre de



son côté cette **superpuissance**, alors l'Australie pourrait bénéficier de l'aura chinoise, et par répercussion, profiterai d'un rayonnement économique plus grand.

Il en résulte un dilemme stratégique extrême pour l'Australie qui doit trouver sa place dans cette confrontation sino-américaine. Il faut réussi à conforter les relations vers l'Asie, tout en gardant des partenariats privilégiés vers l'Est, avec les USA.

iii. L'Australie reste dépendante des rivalités de ses partenaires Asiatiques

Le gouvernement australien se retrouve en définitive dans un cul-de-sac. Les choix ne prolifèrent pas, et sont totalement opposés les uns aux autres.

Il est difficile pour l'Australie de privilégier un partenaire économique, commercial, militaire sans en froisser un autre.

D'autant plus que l'Australie part avec un désavantage certain. Elle est perçue comme le cheval de Troie occidental dans le Pacifique. Comment réussir à percer en Asie avec une telle dénomination ? Puisque la, ou les possibles solutions sont trop malaisées pour le gouvernement australien, alors il vaut mieux agir en fonction des options proposées par les partenaires. Il en résulte que l'Australie n'est pas autonome dans ses choix. Elle restera toujours **dépendante de ces frictions Occident-Asie** dont elle est spectatrice.

iv. Le gouvernement australien ne peut se positionner en dehors de sa politique hybride

S'il est vrai que l'on peut qualifier la position australienne, de **positionnement hybride**, il est **difficile de s'en détacher**.

Choisir un côté plutôt que l'autre viendrait à déstructurer la politique diplomatique australienne, qui s'est basée initialement sur cette concurrence.



v. L'Australie reste en dehors des projets régionaux

La première partie de ce papier démontre que le gouvernement australien a souhaité s'intégrer à un maximum d'organisations régionales et mondiales pour avoir un rôle à jouer dans l'Asie-Pacifique. Cependant, s'asseoir aux conférences de ces coopérations ne suffit pas. Il faut aussi savoir devenir acteur moteur des projets à mettre en place.

C'est sur ce point que le gouvernement de Canberra échoue.

Le Sommet de l'Asie de l'Est (East Asia Summit²¹) illustre très bien cet échec. Ce sont les pays coordinateurs de l'ASEAN qui se rejoignent autour de table de discussion pour mettre des projets communs en marche. Alors que l'Australie tient une place implorante au sein de l'ASEAN, elle est complètement invisible au Sommet, elle n'en fait pas partie. Canberra échoue aussi par rapport à son

intégration à ASEAN Plus Three²². Elle fait partie de l'organisation mère, mais n'arrive pas à joindre tous les projets qui en découlent, et qui pourraient aider au rayonnement de sa puissance, de son influence.

²¹ <http://www.dfat.gov.au/asean/eas/>

Association de l'École de Guerre Économique®

²²

http://en.wikipedia.org/wiki/ASEAN_Free_Trade_Area



III. Un avenir incertain pour l'Australie : limites de leur(s) politique(s)

i. Des facteurs de l'extérieur : Géographie, démographie, et industrie interne

Comme toute puissance, l'Australie possède plusieurs **facteurs** qui limitent **traditionnellement** sa marge de manœuvre.

En temps qu'état-continent, l'Australie pâtit de son isolement **géographique**.

Aussi, sa faible **démographie** joue en sa défaveur. Le pays est 15 fois plus vaste que la France (en terme de superficie), mais possède une population six fois moindre. Son poids sur la sphère internationale est du coup moins élevé.

Pour finir, l'Australie base plus son économie interne sur le tertiaire (des services), ou le primaire (avec l'extraction de ses matières premières). Mais il n'y a **pas** sur place de **véritable industrie Australienne** pouvant être exportée à l'étranger.

Les ressources du pays minimisent les actions possibles.

Au final, il existe un véritable enjeu autour des voies de communication pour cette Australie excentrée, et exportatrice de produits primaires²³.

ii. Des facteurs de l'intérieur : Le gouvernement s'appuie plus sur des moyens théoriques, que sur des véritables mesures

Pour ne pas froisser aucun de ses partenaires économique, l'Australie à choisi la carte de l'acteur neutre. Comme la Suisse en Europe.

Mais il en résulte que ces moyens avancés dans la politique étrangère du pays, ne sont que trop théoriques. Il est impossible d'en faire découler des véritables mesures à mettre en place sur le terrain.

²³ <http://www.senat.fr/rap/r96-290/r96-2907.html>



iii. Des facteurs de l'intérieur : La population australienne est elle-même le premier frein à la politique extérieure de son gouvernement

En fin de compte, le frein principal à la politique d'influence de Canberra, c'est la population australienne elle-même.

Au cours des dernières élections, les citoyens ont majoritairement voté pour les extrêmes.

Cela résulte d'une manifestation contre l' « asianisation » du pays. Les Australiens préfèrent, en majorité, privilégier les liens historiques avec les pays anglo-saxons plutôt qu'avec l'Asie.

Le gouvernement australien a échoué à comprendre cette dynamique. Au lieu de viser une politique d'influence sur les plans économiques et stratégiques (uniquement), Canberra devrait aussi mettre en place une stratégie sur le plan culturel²⁴.

24

http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Memoire_L_eblanc-2.pdf

Association de l'École de Guerre Économique®



CONCLUSION

L'Australie tend à améliorer sa diplomatie active en basant ses mesures d'influence sur des décisions purement économiques, et stratégiques (défensives et sécuritaires).

Finalement, elle n'arrive pas à se positionner comme un acteur influent dans la région. Ce qui lui porte défaut pour l'international. Elle se positionne entre deux superpuissances, ses actions se gèlent en Asie-Pacifique (elle n'est pas incluse dans les grands projets), et ne peut se résoudre à quitter sa position hybride.

Si le gouvernement australien ne prend pas la décision bientôt de changer sa positionnement, alors toutes ces chances de devenir un acteur influent seraient réduites à néant.



SOURCES

Références bibliographiques et Liens URL

Thomas Lum and Bruce Vaughn, *The South West Pacific: US Interests and China's Growing Influence*, Congressional Research Service, Washington, 2007

Michael Fullilove, « With friends in high places », *The Australian*, 13 mars 2010

<http://www.kokodafoundation.org/resources/documents/kp15strategicedge.pdf>

<http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/pols/documents/NA16-INBEV-ALL.pdf>

http://www.dfat.gov.au/geo/vietnam/vietnam_brief.html

<http://aid.dfat.gov.au/countries/eastasia/vietnam/Pages/infrastructure.aspx>

<http://aid.dfat.gov.au/countries/eastasia/timor-leste/Pages/default.aspx>

<http://www.dfat.gov.au/geo/fs/timo.pdf> <http://notes-geopolitiques.com/wp-content/uploads/2013/10/CLES114.pdf>

<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2050.html#as>

http://bdc.aege.fr/public/Strategie_de_puissance_de_l_Australie.pdf

<http://www.themonthly.com.au/issue/2012/september/1346903463/hugh-white/middling-power>

<http://securitychallenges.org.au/ArticlePDFs/vol4no2White.pdf>

<http://www.infosdefense.com/lindonesie-achete-5-c130h-a-laustralie-55088/>

<https://www.greenleft.org.au/node/8404>

<http://news.defence.gov.au/2013/05/17/australia-and-indonesia-militaries-participate-in-the-inaugural-bilateral-peacekeeping-exercise-garuda-kookaburra/>

http://www.nytimes.com/2001/05/17/news/17iht-t4_23.html

http://www.nytimes.com/2007/03/13/world/asia/13iht-japan.4892298.html?_r=0

<http://www.ga.gov.au/minerals/basics.html>

<http://www.radioaustralia.net.au/french/2009-12-07/35241>



<http://www.worldbank.org/en/region/eap/publication/east-asia-pacific-economic-update>

http://www.tahiti-infos.com/Retour-vers-la-democratie-a-Fidji-le-Forum-des-Iles-du-Pacifique-met-de-l-eau-dans-son-vin_a94768.html

<http://www.dfat.gov.au/asean/eas/>

http://en.wikipedia.org/wiki/ASEAN_Free_Trade_Area

<http://www.senat.fr/rap/r96-290/r96-2907.html>

http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Memoire_Leblanc-2.pdf

<http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/pols/documents/NA16-INBEV-ALL.pdf>

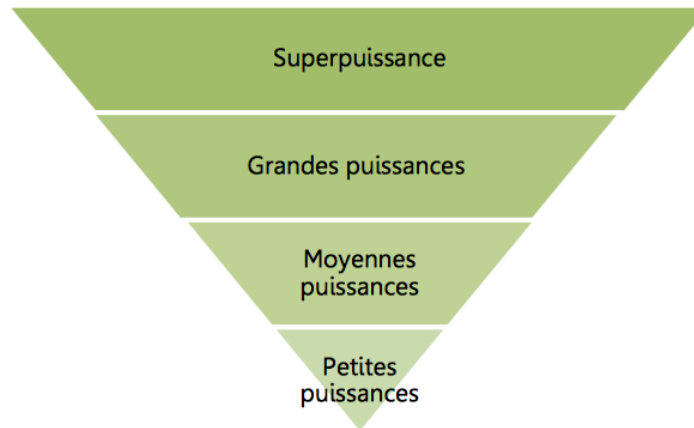
http://www.senat.fr/ga/ga-031/ga-031_mono.html#toc65



ANNEXES

Annexe 1 – Classification des puissances²⁵

Figure 1: L'ordre international selon Organski



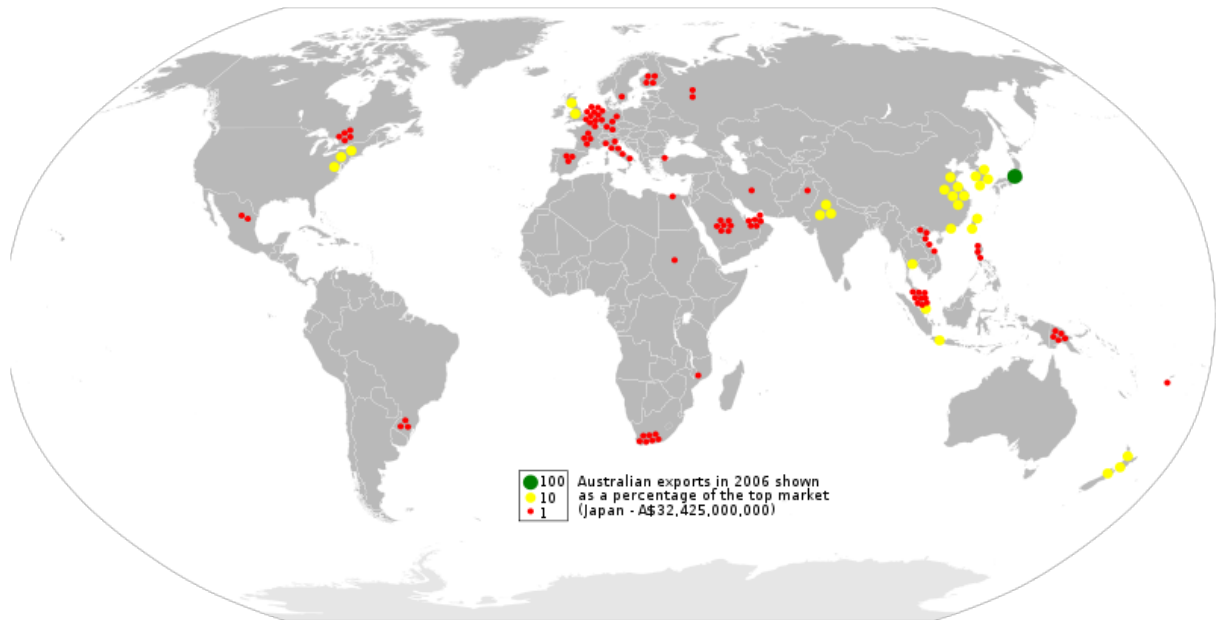
Annexe 2 - Mine d'or – Kalgoorlie, *The Big Pit*.



²⁵ <http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/pols/documents/NA16-INBEV-ALL.pdf>
Association de l'École de Guerre Économique®



Annexe 3 – Exportations de l'Australie en 2006



Annexe 4 – Vision du gouvernement français sur l'ouverture de l'Australie sur l'Asie²⁶.

²⁶ http://www.senat.fr/ga/ga-031/ga-031_mono.html#toc65



B. L'ASIE : UNE PRIORITÉ POUR L'AUSTRALIE

1. L'Asie, premier partenaire commercial de l'Australie.

Depuis les années 1980, l'Australie a entrepris d'intensifier ses relations économiques avec l'Asie qui fait figure de partenaire naturel, tant par sa proximité géographique que par le caractère complémentaire de son économie. L'Asie représente aujourd'hui près de **60 % des débouchés commerciaux de l'Australie** (59,5 % en 1999) et près de la moitié de ses importations (44,7 % en 1999). En l'espace d'une

trentaine d'années, l'Australie a donc su réorienter de manière spectaculaire son commerce, traditionnellement orienté vers le Royaume-Uni et les pays du Commonwealth. Le Royaume-Uni et la Nouvelle Zélande ne représentent plus aujourd'hui qu'une fraction limitée du commerce australien (9 % des importations et 12 % des exportations). Cette situation nouvelle s'explique naturellement par la géographie, par la très forte demande de matières premières en Asie et par l'absence de base industrielle véritable en Australie : l'Australie et l'Asie ont, en application directe des théories de Ricardo, un intérêt mutuel à commercer.

LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'ASIE ET L'AUSTRALIE

	1997	1998	1999
Ventes australiennes en Asie	54,1	51,6	51,7
Importations d'Asie	35,0	41,8	45,4
Solde commercial de l'Australie	+19,1	+9,8	+6,3

en milliards de dollars australiens [1 dollar australien équivaut à 4 francs environ].

Les exportations australiennes sont

composées aux trois quarts par des



matières premières et reprennent avec la fin de la crise asiatique. L'Asie est en effet le débouché privilégié de l'Australie pour les matières premières. Elle absorbe la très grande majorité des ventes de charbon (73 %), de fer (89 %), d'or (84 %), d'argent (95 %) ou de boeufs sur pieds (88 %). Cela est vrai aussi pour les produits de première transformation, comme l'aluminium (90 % des exportations vers l'Asie).

Dans ce contexte, les négociations tarifaires entre les entreprises australiennes et les acheteurs japonais, au début de chaque année, revêtent une importance cruciale pour le résultat du commerce extérieur australien. Au total, la reprise des exportations australiennes vers l'Asie amorcée grâce à la fin de la crise régionale, et d'ores et déjà sensible vers la Malaisie (+ 6 % de 1998 à 1999) ou la Thaïlande (+ 12 %), devrait donc plus se faire par les volumes que par les prix. **Les exportations asiatiques progressent rapidement, stimulées par les dévaluations compétitives.** Les pays d'Asie gagnent régulièrement des parts de marché en Australie : 42 % en 1997, 43,2 % en 1998, 44,7 % en

1999. Cela est dû, pour l'essentiel, à la très forte compétitivité-prix des produits de cette région, **surtout depuis des dévaluations opérées en 1998.** Ainsi, l'Asie domine les importations de biens manufacturés de grande consommation, comme les automobiles (68 % des importations australiennes), les camions (84 %), les ordinateurs (71 %) ou les appareils de télévision. L'Asie demeure par contre absente presque totalement de certains secteurs à forte technologie, comme les produits pharmaceutiques (3 % du marché). **Le déficit commercial de l'Asie est en forte réduction.** L'Asie, débouché des matières premières australiennes, est traditionnellement en déficit avec l'Australie, tout comme l'Europe, fournisseur de biens d'équipement et de consommation, est plutôt en excédent. La conjoncture actuelle - crise en Asie et baisse des cours des matières premières - a toutefois entraîné une réduction considérable du surplus australien sur l'Asie. Il ne représente plus que le tiers du niveau atteint il y a deux ans (6,3 milliards de dollars australiens en 1999 contre 19,1 en 1997). C'est pourquoi l'Australie centre aujourd'hui toute son



attention sur l'Asie pour essayer de résorber son déficit commercial

(14,6 milliards de dollars australiens en 1999).

	Exportations	Importations
Japon	16,7	13,7
Corée du Sud	6,3	3,9
Taiwan	4,2	3,0
Singapour	4,1	4,1
Chine	4,1	6,6
Hong-Kong	3,0	1,2
Indonésie	2,1	2,8
Malaisie	1,9	3,2
Thaïlande	1,4	2,2

En milliards d'AUD - 1999

Au sein de la région asiatique, le Japon, la Corée du Sud et la Chine sont les partenaires les plus importants. Ces trois pays représentent légèrement plus de la

moitié du commerce de l'Australie avec l'Asie, le Japon et la Corée du Sud étant plutôt des débouchés et la Chine plutôt un fournisseur.